



Association des Auditeurs de France Culture

Sommaire

Editorial	1
Prochain déjeuner rencontre, Sylvain Kahn	1
Grève à Radio France	3
Philippe Meyer.....	3
Henry Faÿ	4
Françoise Legré-Zaidline.....	4
Déjeuner rencontre avec Thierry Garcin	5
Assemblée Générale	16

Editorial

Par Henry Faÿ, président

La géopolitique contre la culture ?

Un article paru dans *Le Monde* du 28 février 2015 signé Christine Rousseau rend compte des orientations du Directeur de France Culture, Olivier Poivre d'Arvor, et parlant d'une « petite révolution », ne tarit pas d'éloges les plus appuyés sur le « positionnement résolument géopolitique de la station ».

Cet article fait l'éloge de ce qu'ils appellent les « délocalisations », à Athènes, à Téhéran, à Rome, à Londres, etc. On apprend au passage que France Culture a, le temps d'une matinale, occupé le cadre majestueux de la Villa Médicis, temple de la culture s'il en est, sans qu'il y ait été question de culture. Le sujet, c'était Matteo Renzi, c'était... la politique italienne.

Mais quelques-unes des déclarations du Directeur cité dans l'article ne peuvent que susciter notre scepticisme et notre étonnement.

1 - Olivier Poivre d'Arvor évoque le « cadre étroit d'une radio culturelle » (sic). Voici ce qu'il dit : « *Si nous avons gagné des auditeurs, cela tient au fait que nous sommes parvenus à sortir du cadre étroit d'une radio culturelle pour se tourner vers le monde, sans faire pour autant du RFI. Il ne s'agit pas pour nous de commenter l'actualité mais d'expliquer les grands enjeux mondiaux.* »

Quelle funeste rhétorique ! Prétendre que la culture soit un cadre étroit, c'est en avoir une conception bien étrange. Qu'y a-t-il de plus vaste, de plus illimité que la culture ? La culture n'est-elle pas en elle-même ouverture sur le monde, la plus belle la plus grande et la plus exaltante qui soit ?

(Suite p. 2)

72^e bulletin de
l'Association des Auditeurs
de France Culture
(ISSN n° 1764-2957)
tiré à 150 exemplaires
2 euros

Notre prochain Rendez-vous :

samedi 27 juin 2015 à 12 heures, nous

aurons le plaisir d'accueillir Sylvain Kahn,

producteur de *Planète Terre*, dans le cadre de Culture Science,
tous les mercredis à 14 heures.

Nous vous proposons de nous retrouver au **restaurant Le François Coppée**

1 Bd du Montparnasse – 75006 Paris – 01 47 34 72 70 - Métro Duroc.

Le plat principal sera une viande ; merci de nous préciser si vous préférez un poisson.

Par personne : 30 euros tout compris.

Pour vous inscrire :

Envoyez votre nom et adresse, accompagné d'un chèque à l'ordre de *Aafc* à

Aafc, Maison des Associations, Bte 51, 5 rue Perrée, 75003 Paris

avant le 19 juin.

Vous pouvez aussi faire une réservation par téléphone au 01 39 89 86 96 (règlement sur place).

(Editorial, suite)

Entendons nous bien, c'est une très grande satisfaction d'écouter sur France Culture les meilleurs spécialistes de la géopolitique, et ce ne sont pas les ambitions d'être en pointe dans ce domaine que nous critiquons – pour preuve, notre dernier invité Thierry Garcin, voir compte rendu page 5 - mais cette idée qu'il y aurait une opposition entre culture et géopolitique et de chercher à marginaliser l'une pour favoriser l'autre. Par ailleurs, il y a souvent plus de politique que de géopolitique dans quantité d'émissions.

2 - Le sempiternel argument de la hausse des indices d'écoute.

Olivier Poivre d'Arvor se prévaut d'une hausse de l'audience qui est passée de 1,6 % en 2009 à 2,2 %, en 2014, son record historique et l'attribue à ses choix, au détriment de toute précaution méthodologique car il faudrait des études très fines pour l'établir avec certitude. Mais cet argument récurrent de la hausse de l'audience toujours mis en avant comme si c'était l'ultima ratio de la radio de service public est toujours aussi peu convaincant. Le taux d'audience ne dit rien de la qualité. Rien ne permet de dire que cette hausse de l'indice d'écoute ne soit pas obtenu aux dépens de la qualité, et s'il n'est pas tout simplement lié, comme l'indique sans ambages le Directeur, au reniement de la vocation culturelle de la chaîne.

3 - Mise en cause sournoise de la vocation culturelle de France Culture.

Olivier Poivre d'Arvor se propose de « *transformer l'image d'une chaîne qui produisait des programmes de grande qualité, mais un peu hors du temps* ».

Cette référence constante à « l'image » est fort irritante. C'est toujours le marketing qui revient, comme si l'objectif était de vendre des produits de l'industrie.

Il a dit : « *Une chaîne qui produisait des programmes de grande qualité* ». Il pourrait en rester là. Mais il ajoute une réserve : « *un peu en hors du temps* ». Olivier Poivre d'Arvor ne précise pas quel est ce temps ; il faut comprendre en dehors du temps présent. Il veut tout simplement dire que l'actualité n'est pas assez présente sur France Culture. Pour le Directeur, le temps, c'est le temps présent, c'est l'actualité toute chaude. Le temps des physiciens (dont parle si bien Etienne Klein) et des astrophysiciens, le temps des géologues, le temps des paléontologues, le temps

des préhistoriens, des spécialistes de l'Antiquité, le temps des historiens de toutes les époques, ce ne serait, à l'entendre, pas le temps.

Il y a dans cette assertion d'une chaîne « hors du temps » une sournoise mise en cause de la vocation culturelle de France Culture. Pourquoi donc s'occuper des métaphysiciens du temps des Song puisque c'est « hors du temps » ? Et c'est bien à cette mise en cause que l'on assiste. La culture n'est pas tricarde sur France Culture mais reléguée à des heures de moins forte écoute. Elle est comme un facteur d'ajustement. Les sujets d'actualité et les sujets politiques, sous couvert de géopolitique se trouvent confortablement installés dans les trois carrefours de la journée où les taux d'écoute sont toujours les plus élevés et pas seulement dans ces trois carrefours. Et il y a tant de place dans le carrefour du matin qui dure deux heures et demie, 6h30 à 9h, que l'animateur Marc Voinchet avoue qu'il doit « lutter contre la fatigue » et c'est l'émission qui vers 8h40 se trouve à bout de souffle, il n'y a plus que du remplissage, des chroniques de peu d'intérêt et bâclées, au milieu des rires et des bavardages, ce qui nous arrive avec ceci, ce qui nous arrive avec cela et qu'en plus, on nous invite à « podcaster ».

La culture encyclopédique la plus savante trouve, et c'est peu glorieux, refuge en pleine nuit, dans l'émission de Christine Goémé *L'Eloge du savoir*. L'auditeur attentif et curieux peut y trouver de vastes développements très érudits énoncés par d'éminents spécialistes, conduits de manière méthodique, sur des sujets très spécialisés, mais France Culture ne fait pas œuvre de création elle ne fait que poser ses micros. Les *Chemins de la connaissance* apportaient la culture encyclopédique à des heures plus chrétiennes, sous des formes plus synthétiques.

La politique du Directeur qui privilégie le temps présent sous le vocable de positionnement géopolitique n'est en fait pas une révolution, ni grande ni petite, elle ne fait que poursuivre ce qui a été fait par Patrice Gélinet et Laure Adler quand ils ont cru bon de démolir l'édifice admirable construit par Yves Jaigu et Jean-Marie Borzeix et s'il n'est pas question de faire revivre le passé, la tendance vers le toujours moins de culture devrait être inversée.

Henry Fay Président de l'AAFC
henrypmfay@yahoo.fr

Grève à Radio France

Au cours de ces longues semaines, dans nombre d'interventions, de grévistes comme dans l'émission Vive la radio, le thème de la valorisation de la culture fut omniprésent. Voici quelques échos.

Communiqué de l'Association des auditeurs de France Culture, à l'adresse des personnels de Radio France.

Une grève des personnels de Radio France, presque sans précédent par sa durée, reflète les inquiétudes des salariés face au plan d'économie en préparation par la direction du groupe et qui pourrait déboucher sur des baisses d'effectifs.

L'Association des auditeurs de France Culture rappelle à cette occasion l'importance que revêt l'ensemble de la production du service public radiophonique français qui doit être le lieu d'un véritable art radiophonique.

Il est important de ne pas négliger la vocation culturelle de France Culture, de donner toute leur place aux arts, aux lettres, à la création radiophonique.

Il est important que France Culture soit le lieu d'une production originale, sous des formes qui ne peuvent se limiter à des émissions de plateaux.

Il est important de répondre à la soif de connaissances des auditeurs et de donner une bonne place à la culture encyclopédique.

Il est important de permettre à des penseurs originaux de s'exprimer en toute liberté sur les ondes.

Il est important de faire de France Culture une radio originale, érudite, stimulante, une radio qui réponde aux immenses besoins de culture que nos concitoyens ne cessent de manifester en de multiples occasions.

Le bureau de l'AAFC, le 26 mars 2015

Revue de presse

A propos de la récente grève à Radio France, lu dans Le Monde un long papier de Philippe Meyer. Producteur de L'Esprit public à France Culture le dimanche matin, il anime sur France Inter chaque samedi La Prochaine fois je vous le chanterai. Né en 1947, il est entré à Radio France en 1982.

Il faut stopper la dérive de Radio France

Maintenir l'exigence du service public nécessite d'avoir un projet. C'est ce qui manque à la direction de la Maison ronde depuis plusieurs années.

(...) En 2014, après cinq ans d'une gouvernance médiocre, ... les personnels de Radio France n'accordaient d'importance qu'à une chose : avoir enfin un projet et un patron. Lors de l'arrivée de leur nouveau président, la plupart des collaborateurs avaient, comme ils l'ont aujourd'hui, conscience de l'importance des défis à relever.

Le premier de tous est de demeurer un service public dans un monde où l'on fait bon marché de l'intérêt général, dans un domaine, celui de l'audiovisuel, où la spécificité des programmes proposés par les sociétés nationales n'a fait qu'aller en s'érodant, et dans un secteur d'activité, celui de la culture, d'autant plus difficile à faire vivre qu'il est devenu une auberge espagnole en même temps qu'une variable d'ajustement budgétaire.

A ceux qui doutent de la nécessité d'un service public, il faut rappeler que, tout au long de son histoire, Radio France a justifié son existence en inventant des émissions et en révélant des talents.

(...) Maintenir et orienter cette spécificité en période d'austérité demande plus que jamais une vision, une volonté et le sens du risque. Ce sont cette vision, cette volonté, ce sens du risque qui ont été si fortement attendus et dont le défaut, pour l'essentiel, explique la grève.

Non qu'il n'y ait pas de raisons matérielles à ce mouvement : d'abord parce que les personnels ont

le droit de savoir quel avenir leur est réservé... Ensuite parce que la « gestion des ressources humaines » de Radio France n'est pas digne d'un service public.

(...) En matière d'affaires publiques, nos antennes généralistes se perdent dans la multiplication d'émissions de plateau bavardes, dont les invités sont en général vus et entendus dans tous les médias, alors que notre force est de pouvoir produire des émissions de reportages et d'enquêtes approfondies, susceptibles d'informer intelligemment nos auditeurs sur le monde dans lequel ils vivent, de les aider à le connaître et à le comprendre.

(...) Les dernières années ont vu les chaînes, et notamment France Inter et France Culture, se livrer à une concurrence absurde, exacerbée par des rivalités et des ambitions subalternes... Radio France ne peut pas se payer de cette fausse monnaie, ni se complaire dans cette autosatisfaction ampoulée, ni se replier dans une crainte frileuse... Nous sommes une radio d'offre, avec le risque que cela comporte, pas une radio de marketing... les rares facilités budgétaires actuelles sont attribuées à une entité dite « multimédia » dont la mission semble être de soulager la présidence de toute responsabilité éditoriale.

(...) Interrogé sur son projet lors d'une récente assemblée générale, le président de Radio France

a répondu que, faute de moyens, il lui était impossible de présenter une ambition. Je crains que ce ne soit là que l'on doit trouver la raison la

plus forte d'une déception devenue désarroi avant de tourner à la colère.

Philippe Meyer – *Le Monde*, 28 mars 2015 (extraits)

La Croix interroge Henry Faÿ, président de l'Association des Auditeurs de France Culture

Maintenir l'exigence hors de toute pression d'audience

La radio de service public est essentielle car elle reste libre de toute influence directe, des pouvoirs financiers, de la publicité, de la rentabilité immédiate. Son rôle est de porter une parole qui tient compte de la diversité des opinions politiques, religieuses, philosophiques des auditeurs. Mais le service public doit avoir les moyens de maintenir cette exigence hors de toute pression d'audience. France Culture, elle, a une mission spécifique : prendre du recul vis à vis de l'actualité immédiate pour proposer une analyse et une réflexion originales sans oublier la création radiophonique qu'elle est à peu près la seule à porter. J'avoue

que, depuis une quinzaine d'années, nous sommes pourtant un peu déçus par les orientations de la station qui a tendance à généraliser les émissions de plateau – un producteur tend son micro à des intervenants – au détriment de formats plus recherchés, plus élaborés. Depuis que la grève a commencé, je réécoute d'anciennes émissions de France Culture. D'autres fidèles auditeurs me disent s'être « reportés » ailleurs, notamment sur RFI.

Propos recueillis par Emmanuelle Giuliani.
La Croix, 2 avril 2015

Une fidèle adhérente s'en va : Françoise Legré-Zaidline nous a quittés : hommage



Le décès de Françoise (pour moi, elle a toujours été FLZ) me touche profondément : j'ai beaucoup travaillé avec elle au milieu des années 2000, quand elle était trésorière et moi secrétaire de l'Aafc :

nous mettions les bulletins sous enveloppe, chez elle, Villa Curial. J'ai toujours apprécié sa grande culture, les livres qui tapissaient tous ses murs en témoignaient. Son attachement à France Culture dont elle connaissait personnellement plusieurs producteurs, était quasi religieux. Je me souviens particulièrement de sa passion pour la culture grecque : « Vous savez, à part la Grèce », disait-

elle. Et Sander Rand dont elle parlait comme d'un membre de sa famille, très proche ? Petit à petit, je me suis familiarisé avec son dernier héros ; le livre est enfin paru, je l'ai lu et découvert le fruit de ses recherches et la richesse des notes de bas de page. Quel boulot ! Pour moi, Sander restera le fils de Françoise.

La cérémonie d'adieu a eu lieu au Père Lachaise le mercredi 13 mai. Des textes de Benjamin Fondane, de Nicole Baldner, de son amie Régine Boutbul et un texte collectif du groupe Régui ont été lus. Sa fille Karoline a interprété des chants yiddish et espagnols et « *Quand refleuriront les lilas* ». L'Aafc, représentée par son président Henry Faÿ, s'est associée à l'hommage avec une gerbe sur le cercueil de Françoise.

Jean-Claude Motron

Une grande érudite

Françoise Legré-Zaidline était titulaire d'une maîtrise des sciences de la terre et d'un diplôme de l'École du Louvre.

Publications de Françoise Legré-Zaidline :

Voyage en Alcidie, Ed. Boubée, Paris, 1977

Portrait d'une améthyste, Ed. Cariscript, Paris, 1993

Les Jours Diamants, Ed. Lettres-Boubée, Paris 1996

Les Glaces de Sully, Ed. Lettres-Boubée, Paris 1998

Je t'attends à Damas, Ed. Maisonneuve et Larose, Paris,

2001

Alcide Dessalines d'Orbigny, Ed. L'Harmattan, Paris, 2002

Émois romantiques à La Rochelle ou les passions de Louise la portraitiste et de Sander le marin, Ed. Le Croît vif, Paris, 2006

Déjeuner rencontre avec Thierry Garcin

Restaurant Le François Coppée

Samedi 24 janvier 2015



Présentation de notre invité par Henry Faÿ, président de l'association

Je vous présente monsieur Thierry Garcin que nous connaissons tous comme homme de radio et qui est donc producteur des *Enjeux Internationaux* depuis... combien d'années ?

Thierry GARCIN: Depuis 1984, avril 1984.

HF : Donc, presque 31 ans, et chercheur associé à l'Université Paris Descartes, il est Docteur en Science Politique et sa spécialité ce sont les relations internationales et les questions stratégiques. Il a deux publications notables : *Les Grandes Questions Internationales* depuis la chute du mur de Berlin, et *Géopolitique de l'Arctique*. Il est présent sur

les ondes quotidiennement depuis bientôt 31 ans. Il ne s'absente jamais, sauf les dernières vacances de Noël. Autrefois, il y avait une équipe de trois personnes qui faisaient les *Enjeux Internationaux*, Eric Laurent et Dominique Rousset. Maintenant, je crois qu'on ne les entend plus.

Thierry Garcin présente donc quotidiennement des analyses sur les différentes questions de relations internationales. C'est une émission que j'apprécie beaucoup, depuis très longtemps, et on voit avec cet exemple à quel point il est utile et intéressant de ne pas chambouler tout le temps les programmes. Parce que des émissions qu'on écoute depuis très longtemps, c'est un peu comme les bons vins, ça vieillit bien, ça se bonifie, en tous cas ça ne se fatigue pas. Je trouve très désagréable de chambouler tout le temps la grille, de mettre des nouveautés en sacrifiant des émissions qui nous apportaient une très grande satisfaction. Je crois que ce qui fait la pérennité de l'émission de Thierry Garcin, c'est qu'elle se fait discrète, elle est à une heure qui n'est pas tout à fait idéale, sans doute, très matinale, mais qui satisfait les gens qui écoutent la radio un peu tôt. Il y a quand même une extraordinaire révolution qu'on ne cessera jamais de saluer, c'est la possibilité de réécouter les émissions. Cette possibilité dépend de la connexion internet, je sais que tout le monde ne l'a pas, mais pour les gens qui l'ont ça multiplie par 10, 100, 1000 les possibilités : on peut écouter les émissions à l'heure qu'on veut et les réécouter quand on veut, ce qui m'arrive souvent. Votre émission sur la Chine, avec la géographie économique de la Chine, était vraiment très intéressante et je l'ai écoutée déjà plusieurs fois. C'est vraiment un cours de géographie économique tout à fait intéressant. Il y en a beaucoup d'autres. Par exemple, les émissions d'Etienne Klein qui sont très intéressantes mais un petit peu calée, je les réécoute une fois, deux fois, trois fois... jusqu'à ce que j'arrive à bien assimiler. La réécoute, c'est

vraiment une révolution. Revenons à vous. Votre émission possède la qualité de couvrir l'ensemble du monde et d'éclairer les questions négligées par l'actualité et par les médias. Un exemple m'a particulièrement intéressé, l'Erythrée : un exposé tout à fait intéressant sur le pays. On se rend compte qu'il y a eu dans cette partie de l'Afrique un régime tout à fait atypique, une sorte de Corée du Nord africaine, dont on n'entend pas parler, un peu quand même parce qu'il y a des réfugiés. Un régime totalitaire, implacable, qui suscite la fuite de ses populations. Sans ces réfugiés, on ignorerait même le nom du chef de l'Etat. J'ai retenu que c'était un régime tout à fait inhumain. On parle pas mal de la Corée du Nord, on pourrait parler aussi de l'Erythrée. Il y a bien d'autres exemples.

Je suis très heureux, en tant que président, d'accueillir Monsieur Thierry Garcin. Est-ce que quelqu'un veut poser la première question ?

Michel BELIN : J'étais en coopération et votre émission était diffusée sur Radio France Internationale. C'était dans les années 80, en 1985, 1986, 1987 je crois. Cela se passait pendant les émissions du matin, sur la chaîne Est de RFI destinée aux pays de l'Est.

TG : Oui, RFI c'est assez complexe. J'en profite pour vous remercier de votre invitation. C'est très aimable à vous, j'y suis très sensible. Et puis d'autre part, je vous présente tous mes vœux pour cette année. Je répondrai à toutes vos questions et je vous expliquerai, à un moment ou à un autre, dans quelles conditions l'émission a été créée, et comment elle est issue d'un long travail à France Culture, de ma part, au titre de la responsabilité que j'avais d'un magazine international, hebdomadaire à l'époque, et qui a duré, sauf erreur, de 1978 à 1984. Donc, ça a été l'aboutissement de quelque chose dans un contexte radiophonique très particulier, notamment à France Culture. La seule chose sur laquelle je ne peux pas m'étendre - j'ai un devoir de réserve -

c'est à l'égard des différentes directions qui se sont succédé et qui ont cru bon à certains moments donnés de modifier un certain nombre de choses. Je peux rappeler les faits mais je ne peux pas les commenter. Ce n'est pas le moment ni le lieu, mais ce sera le moment un jour.

Alain GUIGNARD : Eh bien, justement, quelle est l'histoire de l'émission ? Vous nous avez mis l'eau à la bouche.

TG : J'avais d'abord travaillé dans la presse écrite, notamment à *Combat*, un quotidien, et puis au *Quotidien de Paris*, mais d'une façon moins régulière. A *Combat*, pendant un certain temps, un an, je ne me souviens plus des dates, j'avais tenu la chronique quotidienne de la télévision. Par parenthèse, puisque vous êtes autant hommes et femmes de radio que moi, simplement on n'est pas du même côté de l'antenne, c'est tout, il y avait des chroniques de temps à autre, notamment dans *Le Monde*, sur la radio. C'était très étonnant, en tout cas pour moi. J'ai donc été dans la presse écrite, ensuite j'ai eu deux ans d'activité à la télévision, un an dans les programmes télévisés avec des émissions longues, d'une heure, sur la première chaîne, et puis sur la deuxième chaîne, un an encore. Je suivais l'actualité du livre mais c'était au journal télévisé. La radio est venue ensuite, troisième déclinaison de mes activités dans la presse.

Pour la radio, les circonstances ont été très favorables grâce à une personne à qui je dois tout, en ce qui concerne mon arrivée et mon travail à France Culture. Il s'agit d'une productrice à France Culture que je connaissais par ailleurs à l'époque, Nadine Nimier. Elle m'avait dit : « Mais pourquoi tu ne regardes pas du côté de la radio ? » Il se trouve donc qu'à ce moment-là je suis entré dans une structure qui était une sorte de volcan permanent, une véritable ruche, c'est ce qu'on appelait *Les Après-midi de France Culture*. Et là, c'était d'autant plus intéressant que, quand vous avez eu des activités à la télévision, la radio est beaucoup moins intimidante et beaucoup plus souple, beaucoup plus flexible, comme disent les Anglais, beaucoup plus ductile en français. Et ça ne soulevait pour moi absolument aucune difficulté. Simplement, *Les Après-midi de France Culture* pendant des années et des années, j'y suis allé.

A l'époque, malheureusement ça ne se pratique plus désormais, notamment à France Culture, on faisait ses « classes ». C'est-à-dire qu'on commençait par être les porteurs d'eau d'un producteur important, qui avait une tranche assez grande. Ensuite, à la demande, on faisait des entretiens sur tels et tels sujets, dont on ignorait tout. On essayait au moins de ne pas dire de bêtises. Et puis, on était chargé de certaines émissions, quotidiennes ou hebdomadaires. A un moment donné, en 1978, on m'a confié le « Magazine international » des *Après-midi de France Culture*, j'en étais très heureux. Pour ceux

qui s'en souviennent, ce magazine durait 2 heures 10, chaque mardi. On prenait l'antenne à 14h47.

C'était une machinerie incroyable. Ce fut sans doute l'époque où j'ai le plus travaillé, la plus épuisante, parce que d'abord la technique n'était pas la même. Pour les liaisons avec l'étranger, vitales dans un magazine international, constitué de cinq séquences, vous aviez le téléphone. Le téléphone n'avait pas la qualité que l'on trouve aujourd'hui. Il ne transitait pas forcément par les satellites extra-atmosphériques comme c'est le cas aujourd'hui. La Rolls Royce de la qualité acoustique, c'était le duplex. C'est à dire une liaison de studio à studio, enregistrée ou non, avec quand même des préparatifs assez lourds. On faisait beaucoup de duplex en direct avec des pays très lointains. Cette après-midi de France Culture était donc composée de cinq rubriques. Dans le désordre : une revue de presse internationale – à un moment donné et pendant des années elle a été tenue, très bien, par Marie-Hélène Fraïssé, je suis d'ailleurs son voisin de bureau aujourd'hui dans la maison de Radio-France, avec le plus grand plaisir. Vous l'avez reçue il y a quelques mois et j'ai lu sa contribution dans votre revue. Déjà, il y avait le côté actualité quoique moins fréquent qu'aujourd'hui dans les programmes de France Culture. Cette revue de presse était préparée par Marie-Hélène Fraïssé, assortie de liaisons avec l'étranger, ce qui n'était pas simple, et par un journaliste de l'AFP, Alain Navarro. Les deux formaient un couple-programme très harmonieux.

J'ai noté tout cela en vue d'un éventuel livre sur ce que j'ai pu faire à France Culture, et comment a évolué France Culture surtout. C'était une séquence de vingt minutes, sauf erreur (je vérifierai). Et puis il y avait un débat, qui s'intitulait « Et pourtant elle tourne », où je faisais venir un certain nombre d'invités, surtout des contributeurs étrangers, dans la mesure du possible, soit en duplex de studio à studio, soit à Paris. Il y avait une troisième séquence qui durait dix minutes dont je m'occupais assez régulièrement, le titre m'échappe. Elle invitait un journaliste étranger à Paris - de 1978 à 1984 - francophone par définition, qui commentait les actualités de son pays. Le « pauvre » était souvent malheureux car lui qui commentait pour son organe de presse les actualités françaises, n'était pas tellement au courant des actualités de son pays, les réformes, les plans économiques... Il y avait une quatrième séquence, à laquelle je tenais beaucoup, c'était une rubrique d'archives. On invitait un historien, la plupart du temps, et on lui proposait à chaud de réagir sur un certain nombre d'archives. Par exemple, je prends l'actualité de cette semaine, le roi d'Arabie Séoudite vient de décéder : nous aurions aussitôt ressorti quantité d'archives de l'Institut national de l'audiovisuel, presque toutes étonnantes.

Et puis on avait une cinquième rubrique pour laquelle je donnais beaucoup, c'était évidemment

les reportages. Je note que jamais je n'ai autant appris de l'international sur le terrain qu'à France Culture. Pourquoi ? Parce que chaque mois votre serviteur partait pour l'étranger et dans des pays non seulement éloignés mais aussi moins commentés dans la presse. C'était des reportages extrêmement longs à préparer ; la préparation était disproportionnée par rapport à aujourd'hui dans la mesure où il n'y avait pas de téléphone portable, il n'y avait pas toutes les facilités actuelles de communication.

Notez une chose d'ailleurs, intéressante pour l'évolution de l'actualité internationale, le téléphone international a mis du temps à se généraliser. Souvent, à l'époque, quand vous téléphoniez dans un pays un peu reculé, l'Indonésie par exemple, parce que le chef du gouvernement ou le chef d'Etat – hypothèse d'école, bien sûr – venait d'être assassiné, il fallait téléphoner aux PTT à Paris qui téléphonaient elles-mêmes aux PTT à Djakarta, qui à leur tour téléphonaient au correspondant que l'on voulait joindre et qui lui-même n'était pas là ou bien la ligne était occupée. Il fallait réengager toute la procédure dix minutes après ? Ou alors simplement la ligne était tellement mauvaise qu'on ne pouvait pas l'exploiter, et ainsi de suite. Cela a l'air vraiment antique, ce que je vous dis, mais nous n'en sommes pas si loin.

Donc, les reportages étaient extrêmement lourds à organiser, la préparation demandait un temps fou pour des raisons notamment techniques et je me rappelle même une fois en 1983, on avait été obligé de faire comme à la télévision de l'époque que je connaissais bien : on partait en repérage. C'est-à-dire qu'on passait une semaine sur place, avant, sans technicien, sans assistant de réalisation, pour préparer tout le programme, tous les rendez-vous. Je me rappelle même, un jour, on est resté trois semaines aux Etats-Unis parce que c'était tellement compliqué et ç'aurait été ruineux pour la maison de me faire téléphoner de Paris, des heures durant, aux Etats-Unis, et de façon itérative.

Si cela vous intéresse, j'ai rédigé dans un gros volume de 1.200 pages une contribution sur l'international et la médiatisation des relations internationales, un gros mais excellent « pavé » paru aux Presses de Science Po (j'y ai beaucoup enseigné mais je ne suis pas un enfant de Science Po, je suis vraiment un enfant de l'université). Il s'intitule *Traité de Relations Internationales*, codirigé par Thierry Balzacq et Frédéric Ramel. J'ai donné un article d'une dizaine de pages sur l'évolution de la médiatisation de presse.

J'ai écrit beaucoup d'articles sur le rôle des journalistes et des médias concernant l'international, depuis très longtemps et dans différentes revues à caractère scientifique, ou de revues beaucoup plus spécialisées dans l'international, et je me suis rendu compte que cela ne sert strictement à rien. Les mêmes erreurs sont commises dans des circonstances différentes, avec des moyens techniques différents, par des

journalistes qui se précipitent sur l'instant, comme attirés par un aimant puissant, et cela aboutit aux mêmes catastrophes. Le traitement qui a été donné aux malheureux événements qui ont eu lieu à Paris il y a quelques semaines (*Charlie Hebdo...*) a donné lieu à des excès ou à des erreurs qui sont répétitifs. Donc la médiatisation des relations internationales, j'en ai tellement labouré le champ que je n'aurais plus rien à dire et je ne suis pas sûr que ça serve d'ailleurs à quelque chose.

Ce Magazine international des *Après-Midi de France Culture* a été une formidable école. Je n'ai jamais autant bougé, voyagé, avec toutes les difficultés de l'époque, et notamment dans un certain nombre de pays en développement. Cela peut sembler anecdotique, mais dans ces pays vous êtes Radio-France, et Radio-France : c'est une radio évidemment nationale, une radio de service public. Or, dans un certain nombre de pays en voie de développement à régime évidemment non seulement non démocratique mais souvent anti-démocratique, un producteur à France Culture ne pouvait être qu'un journaliste stipendié par le gouvernement et donc une sorte de porte-voix du régime en place. Et je vous assure que ce que je dis n'est pas excessif. D'abord, vous étiez obligé d'aller demander votre accréditation – souvent j'économisais cette démarche, mais dans les pays en guerre, c'était quand même préférable – et vous étiez reçu comme un fonctionnaire de presse du gouvernement français. Avec toutes les équivoques que cela pouvait évidemment susciter, parce que ce n'était pas exactement la manière dont nous travaillions à l'époque !

Donc, ce rôle des reportages était vraiment fondamental. Je me rappelle, pendant peut-être 8 ans, j'ai dû partir une fois par mois en reportage à l'étranger, c'était absolument passionnant. J'ai l'air passéiste mais c'est simplement pour vous dire que les *Enjeux Internationaux* c'est aussi un héritage, ou une sorte de déclinaison de tout ce travail collectif aux *Après-Midi de France Culture*. On se rendait beaucoup à l'étranger, on était sur le terrain, dans des conditions parfois très difficiles. Je dois dire avec à la fois amertume et précision que les reportages dans les pays en guerre, malgré les circonstances – et je mets quatorze guillemets, en disant cela – étaient les plus intéressants à effectuer. Je me souviens d'un reportage pendant la guerre civile au Liban, avec Elyane Milhau et un technicien qui nous accompagnait... c'était chaud, c'était « sportif », quand on traversait notamment le passage du Musée, la nuit, en trombe, en voiture – il y avait des Syriens qui gardaient l'autre coin du passage du Musée – c'était absolument passionnant. Pour une raison simple : parce que le travail était paradoxalement très facile. Je cite le Liban parce que dans les guerres urbaines – c'en était une : Beyrouth Est / Beyrouth Ouest -, tout est facile. Comme l'événement est quotidien, et qu'il y a des voitures piégées, des milices partout, des obus qui tombent sur un immeuble et l'immeuble s'effondre

la nuit et le lendemain matin il n'est plus là, etc., notre travail devenait facile. Vous téléphoniez au président de la chambre des députés, il me disait : « Passez tout de suite », parce qu'on ne savait pas quel serait le lendemain l'emploi du temps de chacun, tout était bouleversé.

J'ai retrouvé cela, cette fois c'était avec Jean-Claude Loiseau, qui assurait la réalisation, en Irak pendant la guerre avec l'Iran. Pour mémoire, nous étions je crois quatre dans l'avion pour Bagdad. Après avoir été dans les Territoires occupés palestiniens, nous étions partis de Grèce, parce que les communications étaient très difficiles, et l'avion se posait de nuit, avant de repartir aussitôt. Nous étions quatre dans l'avion, et je me rappellerai toujours cet avertissement à Athènes de la dame qui nous avait vendu les billets : « Mais ne partez pas, ne partez pas ». Elle parlait un français parfait, comme ces personnes qui avaient été éduquées à la française, dans cette région du monde – ça vaut pour la Grèce mais aussi pour la Turquie et pour la Syrie bien sûr. Cela a été l'un des reportages les plus intéressants que j'ai jamais effectués parce que dans ces mauvaises conditions, tout était facile, tout était tragique. Sur le plan humain, c'était exceptionnel.

Un autre reportage qui n'a rien à voir avec les relations internationales, c'est sans doute celui qui m'a le plus intéressé : cinq jours passés dans un sous-marin. Absolument passionnant. J'y étais allé avec un technicien, Daniel Burguez, il en fallait un : les bruits à l'intérieur sont tellement compliqués à enregistrer qu'il faut vraiment un homme de l'art. D'ailleurs, il avait fait des merveilles. Je referme la parenthèse sous-marine. J'ai beaucoup appris à titre humain de l'ergonomie extraordinaire et très particulière de la vie à bord d'un sous-marin ; je suis prêt à repartir demain matin sous les eaux.

Rose PYNSON : En vous écoutant, je me disais que c'est presque un travail de reporter de guerre. Vous n'aviez pas peur ?

TG : Pour les reportages dans les villes en guerre, non. Parce que tout est possible. On n'a pas lieu de s'inquiéter puisque tout est possible. Sinon, vous devenez fou. Cela fait partie de la règle du jeu. Mais le reportage est un genre radiophonique qui n'est pas en voie de disparition quoique clairement délaissé dans les radios. Ce que j'ai pratiqué pendant longtemps, c'est qu'on appelle le documentaire de politique étrangère, comme j'en ai effectué tant avec Daniel Finot à la réalisation. On passait longtemps sur place, longtemps à préparer, comme le l'ai indiqué, pour des raisons notamment pratiques, et aussi longtemps au montage, au retour. On composait des émissions élaborées, un peu comme à la télévision. Vous ne vous rendez pas compte de... de la tristesse, une fois le reportage diffusé. Parce que pendant sa diffusion, il partait, il s'évaporait comme de l'eau qui bout. Et on avait eu peut-être quinze jours de préparation, une semaine d'enregistrement sur place, une semaine de montage assez complexe,

une journée de mixage pour tout arranger. Je me souviens de certains reportages à l'époque qui duraient deux heures et demie – ça paraît inimaginable aujourd'hui. Une fois sorti du studio, on se disait : « On espère qu'il y a eu deux ou trois auditeurs ! ». Cela a été dit tout à l'heure, la vraie révolution c'est internet. Les émissions ont acquis une permanence, une pérennité et une ubiquité. C'est-à-dire qu'à Melbourne aujourd'hui, vous pouvez écouter un reportage qui a été diffusé il y a mettons deux ans, vous pouvez l'écouter à 3 heures du matin si ça vous chante. C'est une forme de liberté fantastique. La radio en tant que telle a été le média de presse qui a le plus profité d'internet. La radio est vraiment « montée » sur internet. On ne travaille pas tout à fait de la même façon quand on sait qu'on peut être réécouté. On pouvait être réécouté, mais à condition que Radio France demande la bande à l'Institut National de l'Audiovisuel – et puis les rediffusions étaient très rares. Maintenant, c'est complètement différent. Il faut dire, et c'est très important pour France Culture, que la nuit est faite de rediffusions et que ces rediffusions ont été un poisson pilote pour la permanence des émissions. Avant, tout le travail s'évanouissait en un instant lors de la diffusion. Il y avait un côté décourageant. On proposait des programmes vraiment très élaborés sur le plan, dire artistique serait pompeux, mais il s'agissait de véritables programmes.

Je ne sais pas si j'ai vraiment répondu à la question, j'ai élargi sur les reportages, mais en fait c'était des documentaires de relations internationales, comme faisaient *Le Monde* autrefois, ou *Le Figaro* ; ils proposaient des séries, trois jours à la suite : un premier reportage sur les aspects politiques, le deuxième sur les aspects économiques, le troisième, sur les considérations culturelles ou sociales, et c'était stimulant. Ce travail de fond a été littéralement mangé par le traitement de l'actualité, c'est une contamination de la télévision à l'égard de la radio : d'ailleurs, on appelle désormais les studios des « plateaux » - je suis désolé, moi je vais dans un studio de radio, une pièce avec une table, des chaises et accessoirement quelques fils et des micros.

Et cela, je l'ai souvent dénoncé parce qu'on transforme les producteurs en journalistes. D'ailleurs, certains producteurs se présentent comme journalistes. Cette confusion des genres est une évolution de la presse, sociologique aussi, et je ne suis pas sûr – en fait, je suis sûr du contraire – que la radio y gagne. Les producteurs sont des producteurs, les journalistes sont des journalistes. La relation avec l'actualité doit être mesurée, elle ne doit pas être une sorte de réflexe... pavlovien. C'est tout le travail que j'ai accompli et que je souhaite accomplir encore aux *Enjeux Internationaux* avec une distanciation, une mise en perspective de l'actualité. Quand on demande à l'étranger : « Qu'est-ce que c'est que cette émission ? », je leur dis que c'est une mise en perspective de l'actualité. Aujourd'hui, tout le

monde court après les dépêches. La culture de la dépêche a altéré la préparation des émissions. On va vers la dépêche et on va vers internet. Alors qu'il faut aller vers les textes fondamentaux, il faut aller vers des analyses précises, il faut aller vers des synthèses d'experts et ainsi de suite... Ne vous contentez pas de la dépêche, ni de piocher dans Wikipédia.

J'ai eu beaucoup d'étudiants à l'université, ou ailleurs, ou à HEC (où je suis maître de conférences), je peux vous dire que la première chose qu'on leur précise (tout comme à l'école doctorale à laquelle j'appartiens à Paris-Descartes), surtout ne touchez jamais à Wikipédia, c'est bourré d'erreurs. C'est un empilement, un fatras de connaissances qui ne sont pas « raisonnées » comme on disait autrefois. C'est le contraire d'une encyclopédie, Wikipédia. Je suis très sévère là-dessus, mais si vous cliquez sur Wikipédia et sur une dépêche de l'AFP, vous pensez avoir préparé le fond de l'affaire. Or, le fond de l'affaire, il se trouve ailleurs. Il se trouve dans une préparation assez fastidieuse, mais inévitable et indispensable.

On me dit : « Mais comment arrivez-vous à être aussi calé sur, je dirais au hasard sur l'Erythrée, ou sur la Bolivie ? ». Eh bien, je le dis sans fausse modestie, c'est l'avantage de l'ancienneté. J'ai une pièce chez moi pleine de dossiers. Je n'ai pas grand mérite. Si je veux avoir une synthèse un peu documentée sur l'économie en Bolivie en ce moment, c'est simple : j'ai découpé des tas d'articles, des tas de revues surtout, et je tire ma sous-chemise molle qui se trouve à l'intérieur des chemises rigides, et j'ai tout de suite deux ou trois éléments essentiels sur la question, que j'ignore par ailleurs, de la situation économique en Bolivie. Vous comprenez que là, c'est aussi l'ancienneté qui explique la facilité et la rapidité de la documentation. En fait, Internet a éparpillé et dispersé l'attention des analystes, je veux parler des commentateurs de l'international. Je ne parle que pour l'international, je suis incapable de parler d'autre chose, c'est déjà assez vaste.

Danièle TISSERAND : Monsieur Garcin, il me semble avoir compris que vous n'aviez pas une formation de journaliste. Je me demande s'il n'y a pas dans une certaine dérive de l'actualité, sur France Culture notamment mais ailleurs aussi dans les journaux, deux causes : une serait qu'on privilégie les journalistes par rapport aux producteurs, à ces gens qui font un travail de fond et sont spécialisés dans un domaine, une discipline. Et puis aussi une dérive des écoles de journalisme elles-mêmes qui amèneraient les jeunes journalistes à se méfier des analyses de ceux qui en savent trop, de ceux qui ont des accointances, au nom d'une neutralité, d'une objectivité fantasmée ou idéale. Cela les amènerait à avoir une position totalement naïve et à se méfier de toute connaissance en débarquant sur un nouveau sujet. Je me demande s'il n'y a pas un

peu les deux : dérive du journalisme et augmentation du poids de ces journalistes eux-mêmes mal formés ?

TG : En ce qui concerne les écoles de journalisme, elles ont toutes leur valeur, elles sont connues, d'appartenance universitaire ou privées, mais elles sont somme toute assez peu fournies en France et elles sortent des promotions assez peu nombreuses, quelques dizaines chaque année. L'essentiel de la formation des journalistes se fait soit par concours de circonstances, sans formation, ou alors ce sont des personnes qui ont eu un parcours universitaire préalable, niveau licence/maîtrise. Donc l'essentiel ne vient pas des écoles de journalisme. Les écoles ont une qualité, c'est qu'elles font faire des économies aux employeurs car après deux ou trois ans d'étude un diplômé sait faire ce qu'on appelle une brève, il sait à peu près planter un titre, etc.

J'ai enseigné, longtemps d'ailleurs, cette discipline des médias à Paris-I (c'était un magistère de relations internationales), et je leur disais toujours : « Si vous voulez être journaliste et entrer dans la presse en général (la presse ne se réduit pas au journalisme d'actualité, contrairement à ce qu'on croit ou qu'on veut faire croire), vous avez deux qualités, vous étudiants. Vous avez le sens de la méthode ; d'autre part, vous avez ce que n'ont pas forcément – et ce n'est pas automatiquement une critique contre les écoles de journalisme – vous avez la culture générale. Et ça, c'est absolument fondamental, ça va vous permettre de raisonner plus vite ». Je pense que la méthodologie, la façon de travailler, comment organiser son travail, est le B-A BA, en tout cas dans nos disciplines.

Quant à la relation aux experts, je dirais à titre personnel que je suis frappé – je l'ai souvent écrit, donc je peux le dire ici – par la paresse de la presse. Par exemple, pendant très longtemps, s'agissant de l'Union Soviétique quand elle existait, on faisait appel aux deux ou trois mêmes experts, remarquables certes, mais sans faire soi-même le travail de découverte d'un autre expert. Or ce travail-là est absolument fondamental et c'est ce qui d'ailleurs, dans l'international, manque en partie. Quand nous étions en reportage tout le temps, eh bien nous étions, je vous assure, à la tête d'un carnet d'adresses formidable. Qui était très vite dévalué ou périmé. Parce que si on avait consacré deux ou trois heures d'antenne, je dis au hasard, à la Grèce, on n'allait pas revenir en permanence sur ce pays. Aujourd'hui, il est plus facile de téléphoner à quelqu'un de connu. Ces personnes peu connues, ce pouvait être des économistes, des géographes, des historiens, des chefs d'entreprise, tous francophones. Par exemple, la première chose que je faisais quand j'étais à l'étranger, c'était d'aller voir la mission économique. Elle dépend de Bercy mais elle se trouve à l'ambassade de France. Elle me rabattait des économistes, parce que c'était l'obsession à

l'époque (c'est toujours le cas !). On avait les meilleures analyses.

Autre chose, à propos du travail sur place : il faut savoir qu'il est très important, surtout pour les documentaires, les émissions longues, de considérer le rôle de la langue française. C'est-à-dire que pouvons enregistrer des interlocuteurs, je dis au hasard, égyptiens non francophones en anglais. On les enregistre dans la durée mais on ne peut pas les diffuser tels quels – j'ai été pendant des années confronté à cette difficulté, c'est insoluble –, on est obligé de les diffuser entre deux interlocuteurs francophones ou français. La langue d'origine, n'importe quelle langue, doit être réduite à la portion congrue, et surtout elle doit être escortée à l'antenne (un peu noyée dans la masse) par deux propos en français. Parce qu'on estime, à tort ou à raison, que deux minutes, deux minutes et demie, dans une émission d'une ou deux heures, d'une traduction superposée, c'est déjà beaucoup. On a peur de perdre l'auditeur, même si nous avons, grâce à nos amis de RFI, de formidables journalistes bilingues par culture ou par naissance, et qui ont une façon incomparable de dire en français la traduction. Si vous demandez à un comédien de lire les deux minutes en français de quelqu'un qui parle en anglais et qui lui-même est, je dis au hasard, bolivien, eh bien le comédien aura tendance soit à être plat soit à jouer. Ce sont des questions très techniques mais c'est insoluble, quelle que soit la langue d'origine que l'on va traduire. C'est ainsi. Si j'étais producteur à la BBC, je serais le roi. De fait, ils sont les rois. Par définition tout le monde parle anglais et il n'y a jamais cet obstacle. Ou pour ainsi dire jamais de traduction, sauf si c'est un témoignage en langue vernaculaire. Les pays anglophones sont propriétaires de la langue internationale.

HF : Comment faites-vous pour sélectionner et recruter vos intervenants ?

TG : Peut-être avant de vous répondre, par souci de broser le fond du tableau, je vais vous préciser le contexte dans lequel a été créée l'émission il y a presque 31 ans. *Les Après-Midi de France Culture*, qui étaient une grosse machine à l'intérieur de la chaîne, admirablement dirigées d'abord par Jacques Floran puis par Pierre Descargues avec lequel j'ai beaucoup travaillé, venaient de disparaître. Puis le directeur de l'époque, un grand directeur, Yves Jaigu, m'avait dit : « Il faut – c'était très curieux à l'époque, il faut se remettre dans le contexte de 1984 –, il faut une émission qui soit quotidienne – ce qui m'arrangeait tout à fait, parce que la radio c'est quotidien, au moins pour cette matière-là, les relations internationales, et j'étais content de sortir de mon rythme hebdomadaire, épuisant, beaucoup plus fatigant que le rythme quotidien –, et puis il faut que ce soit une émission de fond, liée à l'actualité ». Et il avait ajouté : « Je vous donne carte blanche, vous trouvez deux producteurs dans la chaîne, qui vont vous aider –

qui seront par la suite Eric Laurent et Dominique Rousset – et vous trouvez deux journalistes au Journal parlé de France Culture – c'était déjà très précoce, très en avance sur la façon d'associer des spécialistes de l'actualité et des spécialistes du commentaire sur l'actualité. Je vous donne carte blanche, simplement – c'était aussi très en avance – je vais vous mettre à une très mauvaise heure. » Il le disait d'une manière beaucoup moins brutale, c'est un homme d'une très grande culture. Il me disait : « On va vous mettre à 20 heures, de 20 heures à 20 heures 30. » Evidemment, ce n'était pas un créneau favorable à cause du Journal télévisé qui, à l'époque, était la grand-messe. J'étais très étonné. D'autant plus qu'en cas de succès, Yves Jaigu voulait que l'émission soit diffusée... le matin, tôt.

J'ai commencé l'émission en 1984. Cela a été assez compliqué. J'ai dit à Yves : « Comme je suis producteur, je tiens à ne relever que de vous, car il ne manquera pas d'y avoir des litiges dans le traitement de l'actualité entre les journalistes de la chaîne et les producteurs. » En fait, on n'a pas facilement trouvé des journalistes au Journal parlé, ce qui fait qu'on est resté à trois producteurs : Eric Laurent pour les questions internationales politiques. Dominique Rousset - c'était absolument nécessaire et elle l'a très bien fait - pour les questions qu'on appelait à l'époque sociétales ou sociales, qui nous manquaient beaucoup à l'antenne. Cela pouvait aller de la démographie aux ONG, etc. Nous sommes donc restés à trois. Dominique est restée jusqu'en 1997, nous nous sommes parfaitement entendus. L'avantage d'Eric Laurent, c'est qu'on était de la même génération, il avait aussi beaucoup boursingué, et surtout il avait une formation économique que je n'avais pas. Donc les sujets économiques lui étaient attribués. En revanche, on va dire que les sujets politiques, le cœur de métier, on se les échangeait, et combien de fois on s'est dit la veille de l'émission : « Est-ce que tu veux le traiter, est-ce que tu veux que je le traite ? ». Cela n'avait aucune importance. L'émission aurait été différente avec lui ou avec moi, mais enfin le contenu aurait été d'une certaine façon semblable.

Donc, il m'avait mis de 20 heures à 20 heures 30. Et l'avantage – et c'était important du point de vue radiophonique –, c'est qu'on pouvait adopter quantité de genres différents : un entretien d'une demi-heure, des chroniques, deux sujets d'un quart d'heure, l'un sans relation avec l'autre. Et cela a très bien marché. On était en phase ascensionnelle. Puis, Yves Jaigu, quand il est parti de France Culture, avait des relations de plus en plus difficiles avec la présidence de Radio France. Un nouveau directeur est arrivé. Ce nouveau directeur, Jean-Marie Borzeix, que j'avais connu à *Combat*, m'a dit : « On va vous mettre à 8 heures et quart. »

Et, pendant 17 ans, cela a été de 8 heures un quart à 8 heures et demie, avec un seul invité. J'avais dit à Jean-Marie Borzeix, « C'est réduire

l'esprit de ce qu'on veut faire aux *Enjeux Internationaux*, parce que nous n'aurons qu'un invité, il n'y aura pas de débat, et d'autre part ce sera très formaté. » Mais cela a bien marché aussi. J'ai d'ailleurs été la terreur – comment dire ? – des mamans, parce que j'arrivais à 8 heures un quart : quand les mamans entendaient le générique musical, elles savaient qu'il était déjà trop tard pour emmener leur enfant à l'école. La grande difficulté anecdotique, quand même, c'était *Les Chemins de la connaissance* de Claude Mettra (un homme absolument remarquable) qui suivait les *Enjeux Internationaux*. Dans mes attributions, il y avait l'annonce des *Chemins de la Connaissance* avec le titre, le nom des invités, etc. Or, le drame, c'est quand il y avait des noms islandais ou polonais, avec quatorze consonnes pour une seule voyelle. Pendant 17 ans, j'ai écorché la plupart de toutes ces langues. Encore une fois, je rends hommage à Claude qui a d'ailleurs été très efficace lorsqu'il y a eu des difficultés entre les *Enjeux Internationaux* et la direction de l'époque. Il faut dire qu'il y avait à cette époque d'anciens conseillers d'yves Jaigu, à savoir Alain Trutat, Michel Cazenave et Alain Veinstein. Sans entrer dans des affaires confidentielles, ils m'ont beaucoup aidé, lors de cette période peu stimulante en interne.

Donc, finalement, la nouvelle direction a décidé de me passer à 8h15, ce qui était un bon créneau, à mon avis un peu tard. En fait, pour ce type d'émission, je l'ai toujours dit, et en particulier au directeur de France Culture, Olivier Poivre d'Arvor, il y a une frontière sociologique, le matin à 7 heures. Une émission, avant 7 heures du matin ou après 7 heures du matin, n'a pas la même visibilité. Ce qui fait qu'en définitive en arrivant le matin, on y est resté pour de longues années : Jean-Marie Borzeix m'a rendu sans le savoir – et d'ailleurs je pense sans le vouloir – un bon service. L'émission a été à 7h15, à 7h20, elle a été par moments réduite à la portion congrue, d'une façon d'ailleurs tout à fait inadmissible. Aujourd'hui, elle se trouve avant cette barrière sociologique de 7 heures. Mais finalement, c'est ce que je dis au directeur Olivier Poivre d'Arvor, ne changeons pas cet horaire parce qu'on ne « désheure » pas les auditeurs.

Je me rappellerai toujours une remarque du vieux patron de RTL, Jacques Rigaud, à Yves Jaigu : « Nous, nous essayons au maximum que l'auditeur ne se rende pas compte que l'animateur de 11 heures passe à 17 heures, parce que les auditeurs sont extrêmement, à juste titre, extrêmement casaniers, ils ont des abonnements personnels ». Et je dois dire que, vraiment, les *Enjeux Internationaux* ont beaucoup souffert d'avoir été malmenés. Le pire a été sous la direction de Patrice Gélinet, nous étions à 19h 45 pendant peut-être un an et demi ou deux ans. Moi, j'avais ma journée de travail par ailleurs, mon invité avait sa journée de travail et il venait sans doute de passer trois quarts d'heure dans le métro. Comment intéresser les auditeurs à 19h 45 à la

guerre civile au Sri Lanka ? Alors que tout le monde est chez soi dans des activités quotidiennes et indispensables. Je dois dire que ça a vraiment été une mauvaise période.

C'est une émission du matin qui, au fond, je m'en suis rendu compte par la suite, remplit sans doute une certaine fonction – je dis cela en toute modestie –, parce que c'est une émission d'analyse, qui peut coller à l'actualité immédiate, et qui arrive – quand on y arrive, ce n'est pas tous les jours – à marier l'analyse et la synthèse. Le côté synthétique est très utile. Quand je vois des invités qui n'ont pas l'habitude de l'émission, qui ne la connaissent pas, qui sont étrangers, etc., je leur dis de donner des clefs de compréhension. Cela ne sert à rien de parler comme un chercheur très calé dans une revue scientifique, avec presque des notes infra-paginales dans la voix. « Donnez des clefs de compréhension et attirez-les vers le sujet ». Si on fait cela, on a fait déjà la moitié du travail, c'est-à-dire donner envie de s'intéresser à la Bolivie, à l'Erythrée, etc.

Il y a aussi une chose dans les *Enjeux Internationaux* à laquelle je suis attaché, et qu'on continue à effectuer, c'est le traitement des sujets ou des pays délaissés. Pourquoi ne pas parler d'un pays dont personne ne parle, mais qui est important pour la compréhension du monde ? J'avais été très étonné, il y a longtemps. Nous avions proposé une semaine spéciale sur les pays délaissés, des pays que personne ne connaît, dont le nom de la capitale m'est inconnu, disons le Swaziland, le Lesotho, le Vanuatu, les anciennes Nouvelles Hébrides (c'était un condominium franco-britannique). Étonné parce que la série avait suscité une réelle curiosité. C'est le rôle du service public, parce que ce serait beaucoup plus facile pour moi de répondre à l'actualité du jour.

Pour la petite histoire, les bouleversements internationaux, c'est-à-dire en 1989-90-91, ont constitué la pire période. Pourquoi ? Parce que toute la maison s'effondrait, les pans de mur s'effondraient, on n'avait aucune visibilité sur l'avenir, il n'y avait plus de communisme en Europe, on voyait que l'URSS allait s'effondrer. On ne pensait pas qu'elle allait mourir aussi rapidement, telle qu'elle est morte en décembre 1991. Intellectuellement, que faire ? A mon avis, on a fait pendant deux ans ce qu'il fallait faire : ne pas se lancer dans de grandes visions futuristes, constater les dégâts, c'est-à-dire prendre les pierres du mur éboulé, une par une, et puis voir comment cela pouvait évoluer. Dans le domaine de la défense, dans le domaine de la politique, dans le domaine de l'économie, dans le domaine de l'évolution des sociétés, etc. C'était la seule façon de faire, parce qu'on n'avait plus aucun repère.

Pour le choix des invités, le grand souci a toujours été de privilégier évidemment la recherche française. Comme je l'ai dit à mes amis du CNRS : « Vous devriez me mensualiser, depuis le temps que j'invite des experts du CNRS qu'on n'entend

nulle part ailleurs ». D'autre part, des personnes, universitaires ou autres, de disciplines différentes : hommes d'affaires, géographes, économistes, évidemment politologues, et de points de vue différents.

Là, je dois dire une chose : il est assez difficile d'avoir des rapports avec les auditeurs lorsque nous traitons un sujet conflictuel. Le sujet conflictuel par excellence, avec un tabou insupportable, c'est le conflit israélo-palestinien. Là, vous êtes littéralement bombardés, comme par hasard, d'une succession de courriels - à l'époque c'était des lettres, et je me rappelle, des lettres presque sur le même modèle. Parce que toucher à Israël dans le traitement politique des territoires occupés, c'est un sujet où la presse française, je l'ai déjà dit et écrit, est assez immature. Cela prouve une certaine fragilité de la société française en la matière. Même si personne ne veut toucher à un cheveu d'Israël, dans les frontières de 1948, qui ne cessent pourtant d'être mouvantes.

D'autre part, les courriels sont maintenant, avec internet, impulsifs. On ne dit pas « Cher monsieur » ou « Monsieur », on lance une phrase assassine. Quand j'ai le temps, je réponds aux auditeurs, surtout quand ce sont des conflits binaires, comme le conflit yougoslave, avant 1992, ou post yougoslave à partir de 1992, ou comme le conflit israélo-palestinien. Je leur dis : « Cet invité ne vous plaît pas, les questions ne vous plaisent pas, mais il y aura bon an mal an un autre invité, d'un avis contraire ». C'est d'ailleurs la difficulté de diffuser une émission à invité unique. Car là, vous ne pouvez que vous faire des ennemis. Ainsi sur l'Ukraine, depuis 2014, on suscite des réactions. Mais, c'est une émission où le producteur n'a pas forcément la langue dans sa poche et a le droit d'émettre des contestations. Je peux vous dire que dans un certain nombre de sujets, il y a des choses que vous ne pouvez pas dire, sauf à subir les assauts du « politiquement correct ». Et je trouve cela assez fatigant à la longue.

HF : Par exemple ?

TG : Dans un certain nombre de conflits, il y a des choses qu'il « faut » penser. Si vous dites, par exemple, et je ne suis pas le seul, que les torts sont partagés dans l'affaire ukrainienne en 2014, déjà vous êtes pro-russe, ce qui est absurde. C'est surtout vrai dans les conflits binaires. On hésite à répondre à certains courriels, parce que manifestement c'est un missile qu'on vous envoie, un missile éventuellement idéologique : vous allez risquer d'entrer dans une polémique insupportable, ou ce qui aura l'air d'en être une, qui va générer des conversations en cascades qui n'ont pas lieu d'être parce que, après tout, moi aussi j'ai le droit, je suis d'ailleurs en partie payé pour cela, de dire que je ne suis pas d'accord avec ce sujet, ou cette façon de voir les choses. On est d'ailleurs responsable de ce qu'on dit.

Une chose très étonnante qui m'a toujours épaté, ce ne sont pas les relations avec les auditeurs, ce

sont les relations avec les ambassades, les ambassades étrangères en France, à part un cas. Pas une seule fois, à part cette exception qui confirme la règle, nous n'avons eu à subir de remontrances circonstanciées de pays étrangers. Deux exceptions, en fait : l'Union Soviétique, quand elle existait, et un autre pays. On a tenu bon et on a bien fait. Avec, dans ces deux cas, l'appui de la direction. La règle consiste à ne jamais céder. Parce que, vous savez, certaines ambassades de pays non démocratiques, ou a-démocratiques, voire anti démocratiques, veulent des droits de réponse, ce qu'elles estiment être des droits de réponse. A partir du moment où vous vous montrez - comment dire ? - compatissant, vous vous mettez dans une position de culpabilité dont elles vont profiter. Je crois qu'il faut rester très attentif à cela.

Q : Vous pratiquez une sorte d'autocensure ?

TG : Oh non, jamais, non. Je pratique ce que j'appelle de l'autodiscipline. C'est à dire je ne dis pas à France Culture ce que je dis ailleurs, parce que je suis sur une radio de service public et que je la respecte et que je lui dois beaucoup. Et ce serait la même chose sur une autre chaîne du service public. Je ne dis pas ce que je dis ailleurs, tout à fait ouvertement et de façon banale, dans les conférences ou dans mes enseignements, pour ne pas provoquer de polémiques. Mais je dis des choses qui manifestement souvent ne sont pas dans le « politiquement correct ». Il y a un sujet extrêmement névralgique, c'est la question de l'ingérence, l'ingérence humanitaire. La période de l'ingérence humanitaire est désormais terminée, à mon avis, dans sa médiatisation, dans ses excès, dans ses contradictions profondes, que j'ai beaucoup commentés par écrit. Il y a des choses raides à dire, mais vous êtes alors du côté des cruels. Il y a beaucoup de non-dits.

Danièle TISSERAND : Qu'est-ce que vous pensez qu'il faudrait faire comme émission, ou améliorer à France Culture pour que ce « politiquement correct » soit moins dominant, peut-être ?

TG : Je ne peux pas répondre à cette question parce que je ne suis pas en charge de la programmation et ce ne sont pas mes responsabilités. Je ne suis qu'un maillon.

DT : Mais selon vous ?

TG : Un maillon très petit de la chaîne. J'ai des idées très précises mais, encore une fois, je ne suis pas en charge de la programmation et je ne l'ai jamais été, sauf bien entendu dans mon émission que je produis.

Rose PYNSON : Vous êtes un homme de conviction ?

TG : Oui.

RP : Comment peut-on conjuguer l'analyse objective et les convictions personnelles ?

TG : On... on fait au mieux. Ce n'est pas une réponse, mais on fait au mieux. Surtout par rapport à l'auditeur. Car n'oubliez jamais qu'on peut dire du mal de telle ou telle chaîne, mais France Culture est une chaîne qui est une table ouverte. La raison d'être de France Culture ce sont les invités, qui ne sont pas les producteurs. Et c'est évidemment le contenu. On se met à la place de l'auditeur, et on essaie de « godiller » parfois pour faire en sorte que les convictions passent mais qu'on ne choque personne. Les choses évoluent, d'ailleurs.

Je pense par exemple au dossier européen, la construction européenne, que j'enseigne. Eh bien, il y a des choses qu'on commence à pouvoir dire qu'on ne pouvait pas dire avant. L'idée de dire du mal du fédéralisme, c'est un crime de lèse-majesté. Or, ce principe (le fédéralisme) est en train de s'évanouir très rapidement dans cette Europe à 28. L'idée, par exemple, que l'Union européenne n'est plus le bon outil pour les vingt prochaines années, en tant qu'entité politique, on peut le dire. Vous auriez dit cela il y a dix ans, une pluie de hallebardes seraient tombées sur vous. Mais les choses commencent à évoluer. En fait, le « politiquement correct » évolue. Très curieusement.

Je reviens sur une chose importante. C'est, pour une émission dont j'ai la charge, assez ancienne, c'est quand même la question de l'internet. J'y reviens parce que j'ai eu un long développement sur la façon dont cette émission pouvait avoir été bousculée dans ses créneaux horaires successifs. On nous a mis dans un créneau horaire, avant 7 heures le matin, qui n'est évidemment pas favorable, pour l'écoute en direct. Mais nous sommes revenus par la fenêtre du téléchargement, si je peux m'exprimer ainsi, car nous sommes la troisième émission la plus téléchargée de France-Culture, c'est assez constant. Je me suis demandé pourquoi. Il y a quelques raisons : 1) parce que c'est une émission courte, donc facile à réécouter ; 2) parce que c'est une émission avec évidemment un invité unique ; 3) parce que c'est une émission de synthèse ; 4) parce que c'est une émission relativement liée à l'actualité et 5) parce qu'on peut s'abonner sur internet par les systèmes de téléchargement quotidien, et le samedi vous pouvez écouter cinq fois 12 minutes sans difficulté. Je crois que pour une émission qui sert à la fois d'analyse et de synthèse, synthèse momentanée bien entendu, compte tenu de l'évolution des relations internationales, il y a quelque chose qui doit plaire. Finalement, je ne suis pas sûr maintenant, paradoxalement, qu'il faille remettre cette émission à un autre horaire, parce que plus vous « désheurez » - pardonnez-moi, c'est une expression du cardinal de Retz - les auditeurs, plus vous les bousculez et moins vous les fidélisez. Parce que, si vous voulez faire du mal à une émission, c'est en la changeant d'emplacement et aussi de durée, et même de formule. Alors là, c'est une façon claire de la fragiliser.

Antoine ODIER : Une petite remarque à faire dans votre énumération, il manquait le 6) : parce que c'est une très bonne émission.

TG : Je vous interdis de dire ça (*Rires dans l'assemblée*).

AO : A propos de politiquement correct, un sujet qui me tient à cœur, tel que je vous imagine, je vous vois comme quelqu'un qui n'est pas en début de carrière, et je doute que vous ayez encore des preuves à faire pour améliorer votre stature professionnelle qui, je pense, est respectée, à France Culture, dans l'enseignement et ailleurs. Donc – il n'y a aucune attaque dans ce que je dis – la question serait : en réalité, qu'est-ce que vous avez à craindre, vous, dans la position où vous êtes, à l'âge que vous avez, avec les preuves que vous avez données de votre rigueur, de votre sérieux, qu'est-ce que vous avez à craindre personnellement, en dehors d'un peu de temps perdu, et encore faudrait-il consacrer du temps à répondre aux imbéciles qui vous harcèlent ?

TG : A craindre de qui ? Question délicate, parce que... il faudrait « élaborer », il faudrait commenter la relation de cette émission à France-Culture sous les différentes directions. Et cela est difficile, et j'ai un devoir de réserve. En vous écoutant, je pensais à la question de Madame, question à laquelle je ne peux pas répondre, mais il y a une chose qui me frappe. Et ce n'est pas une façon d'esquiver la question. Les radios en général ont de moins en moins de formats disponibles, c'est-à-dire que les types d'émission se sont - comment dire ? - uniformisés. Cette réduction s'est faite au détriment des émissions élaborées, comme on disait autrefois, et là je crois qu'il y a une perte de proposition des radios en général par souci d'un traitement excessif de l'actualité, et par un souci d'utiliser le direct bien trop systématiquement. Je le dis d'autant plus que personnellement je suis très attaché au direct pour une émission comme les *Enjeux Internationaux*. Je pourrais enregistrer l'invité. Or, je préfère l'avoir en direct. On assiste à une évolution sociologique, les Français se lèvent plus tôt et je n'ai aucune difficulté à faire venir un invité, ou une invitée bien sûr, en direct s'il habite la région parisienne – on lui envoie un taxi, car il lui faut être à 6 heures et demie à la radio. Je suis très attaché au direct, mais je pense que le direct a pris une part excessive. C'est un peu la facilité. Et puis, je pense qu'il faudrait des émissions plus élaborées – c'est très allusif, ce que je vais dire, je suis obligé de prendre des précautions –, des émissions qui demandent un peu plus de préparation.

Anne-Marie PETIT : Monsieur Garcin, je voudrais vous interroger à propos des archives. Avez-vous rencontré cette situation assez classique : interviewer une personnalité et puis quelques années plus tard vous apercevoir, en faisant travailler des étudiants sur une thèse, et cet

étudiant va aux archives et on constate qu'il y a deux histoires parallèles. Une histoire dont on parle, non pas officielle mais celle dont on entend parler parce qu'on a certaines sources, et une autre bien plus grande qui serait celle des archives qu'on découvre vingt ans ou trente ans après ? Certainement, vous avez dû rencontrer des personnalités qui vous disaient à l'époque certaines choses et qui, depuis que les documents ont été découverts, voient les choses différemment. Moi, je m'en rends compte, je travaille sur Marcel Griaule qui, avant d'aller chez les Dogons au Mali, a travaillé sur l'Ethiopie et quand je parcours les journaux de l'époque, eh bien Mussolini était reçu comme un prince par beaucoup de nations. Je n'ai pas le même récit que nous avons aujourd'hui.

TG : Dans les relations internationales, le poids du passé est considérable, comme vous imaginez. Moi-même, pour la radio, j'ai beaucoup travaillé avec des archives et vous soulevez une question qui est importante, c'est la question de l'anachronisme. Quand on utilise une archive, quelle que soit son ancienneté, on oublie souvent à la radio de rappeler le contexte de l'époque. Vous pouvez très bien ridiculiser ou au contraire magnifier quelqu'un en le diffusant de façon tendancieuse sans comprendre que le contexte de l'époque était très différent. Et je pense qu'il faudrait faire un gros effort, notamment à la radio, même si on utilise finalement les archives d'une façon assez sobre. On pourrait en utiliser plus, même si travailler avec les archives radiophoniques - je l'ai fait assez souvent pendant des années - cela suppose quand même beaucoup de temps. On les utilise à la radio, souvent, pas toujours, comme des « pastilles », si vous voulez, comme des sortes de petites cartes postales qui sont déliées du contexte de l'époque et c'est une forme d'anachronisme mental. Vous avez tout à fait raison de souligner ce fait.

AMP : Ce qui est inquiétant c'est que finalement, on est pris d'un côté entre un anachronisme, parce qu'il y a toujours un décalage entre les époques, et la vérité, les faits tels qu'ils se sont déroulés. Et on est toujours victime de passions ou d'émotions quand on en parle et qu'on est pris dans un contexte. Quand on les regarde à froid, on est peut-être trop frileux. Alors, comment faire ?

TG : Je ne sais pas. Il faudrait poser la question à des historiens, parce que nous nous n'utilisons par définition, à la radio, que très peu d'archives, dans mon domaine. On utilise davantage d'archives dans les émissions longues. Il y a de très bonnes émissions, dans la radio privée comme dans la radio publique, mais je ne suis pas le meilleur interlocuteur pour répondre à cette question. En revanche, vous avez raison de dire que le poids du passé est absolument déterminant. Et d'ailleurs, pour vous donner un exemple un peu nombriliste, il s'agit des *Enjeux Internationaux*. Je suis un peu

plus à l'aise pour parler de la façon dont je travaille, sans avoir l'air de me mettre en avant, puisque c'est l'exercice d'aujourd'hui.

Quand il y a, par exemple, un événement grave qui survient (disons au hasard l'assassinat d'un chef d'Etat africain), je suis obligé de changer l'émission du lendemain. La première chose que je vais faire, avant de voir les dépêches d'actualité, de vérifier ce que ce chef d'Etat a fait et ce qu'il n'a pas fait, c'est d'aller dans mes livres et de voir à quoi ressemble l'histoire de ce pays. C'est la première chose. Et cela, vous n'allez pas le trouver dans les dépêches, vous allez le trouver, éparpillé, dans internet. Il y a donc un gros travail à effectuer à la radio. Revenir très en amont, pas forcément au début de l'émission, et rappeler que le pays vient de cet horizon-là, qu'il a connu des périodes, ainsi de suite. Sinon, en soi l'assassinat de ce chef d'Etat n'a pas grand intérêt, sauf pour la vie du pays ? Et pour lui-même éventuellement, puisqu'à ce moment-là il n'est plus en capacité de se rendre compte de l'étendue de la perte que la nation vient de subir !

Tatiana REDALIE : Une réflexion qui me venait à propos de votre émission. Je la ressens, et vous peut-être aussi, comme un garant de non emballement. Je ne parle pas seulement de la vitesse mais je parle de l'emballement qui comprend aussi l'émotionnel trop marqué et je dirais qu'à mon avis ça donne une garantie aussi de bonne contenance. Ce n'est pas du tout autoritaire, vous contenez et vous êtes garant aussi par rapport à des vulnérabilités, pour que les vulnérabilités de vos interlocuteurs ne soient pas atteintes, vous êtes garant de la possibilité d'expression - parce que vous êtes sur une ligne de crête

TG : Réponse très courte. Vous avez tout à fait raison. Comme c'est une émission de mise en perspective des relations internationales, on est tenu, même intellectuellement, à un certain recul par rapport à l'événement. Cette nécessité du recul est peut-être propre à moi. Combien de fois j'ai appelé, notamment pendant la guerre du Golfe, dans des tas d'événements similaires qui duraient plusieurs semaines ou plusieurs mois, j'ai appelé mes invités à 5 heures du matin - c'était à 8 heures un quart la prise d'antenne - et je leur disais : « Est-ce que tu peux venir, parce que là c'est l'annonce de la fin de la guerre, ou là il y a eu un événement tout à fait considérable ? ». Et comme la presse est chauffée à blanc sur l'événement, c'est finalement très facile de parler à chaud. Le besoin de recul est peut-être inhérent à ma forme de pensée et me paraît nécessaire, même par rapport à moi-même, pour comprendre un peu mieux ce qui se passe, car il n'y a rien de plus facile que de coller à l'événement immédiat. Si vous voulez des *Enjeux Internationaux* la semaine prochaine (je dis cela de façon prétentieuse), je peux vous proposer de décliner systématiquement l'actualité de la veille. En

procédant autrement, on donnera à l'auditeur, certes, une vision imparfaite ; elle sera tendancieuse, partielle, lacunaire, discutable, mais au moins ce sera une vision des enjeux. Qu'est-ce qui est en cause, de quoi parle-t-on et qu'est-ce qui peut être dynamique ? C'est bien des « enjeux » qu'il s'agit.

C'est amusant les mots ! On a eu beaucoup de mal avec Yves Jaigu, le directeur de l'époque, à trouver un titre à l'émission. On avait pensé à Relations internationales, ce n'était pas possible parce qu'il y avait des revues qui s'intitulaient ainsi. Il y avait Affaires étrangères, c'était impossible parce que, du coup, on avait l'air d'être le représentant du Quai d'Orsay, cela aurait été une ambiguïté inutile. Et puis on a trouvé « enjeu ». Le terme d'enjeu a un côté... Un jour un auditeur m'a dit : « Est-ce que ce n'est pas une vision, dans le bon sens du terme, une vision marxisante – les enjeux, au sens de rapports de force, et la dialectique, etc. ? » Je lui ai dit non. Ce terme nous a paru la meilleure des façons d'éviter toute polémique. On ne voit pas les relations internationales comme un immense conflit perpétuel.

TR : Il y a aussi tout l'arrière-fond – vous avez parlé de vos archives, de toute la préparation...

TG : C'est une préparation un peu permanente. Je surveille tout, tout le temps, même si je ne vais pas traiter ce sujet d'ici à six mois.

TR : J'avais encore une question : est-ce qu'il y a un rapport avec *Le Dessous des Cartes* ?

TG : Nous avons un partenariat avec *Le Dessous des Cartes* à la télévision, sur Arte. Ce sont des émissions complémentaires, non concurrentes, la différence est qu'ils ont l'image, les cartes par définition, et que nous ne les avons pas, sauf sur notre site internet où nous en mettons de temps en temps. C'est un partenariat totalement profitable. Nous sommes aussi en partenariat avec *Questions Internationales* à la Documentation Française. Nous sommes depuis peu en partenariat avec la revue de l'IRIS, l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques. *Le Dessous des Cartes* est un partenariat qui tombe sous le sens. C'est simple : ils nous annoncent, nous les annonçons.

Lise DEMORA : Vous disiez au départ concernant les événements dramatiques récents que les journalistes ont réagi sans recul, bien entendu, et

ont commis un certain nombre d'erreurs. Pouvez-vous les nommer ?

TG : Oui, tout à fait, ces erreurs sont dans la presse...

LD : Je veux parler des erreurs, pas des journalistes.

TG : Oui, tout à fait. Les erreurs de comportement des journalistes, oui, il faut voir la presse, on ne va pas épiloguer. Mais je pense que c'est le poids de l'information continue. Quand vous êtes en information continue, il faut avoir des choses à dire continûment. En l'absence, souvent, de nouveauté. Et là, par définition, comme on est dans l'attente, on comble, on comble, et on dit des choses et puis parfois cela dérape. Je n'accuserai pas les journalistes en tant que tels, j'accuserai le système. Et la façon dont on les amène à travailler. Il faut rester assez modeste là-dessus.

Antoine ODIER : J'ai une question très simple. J'écoute votre émission, mais je la télécharge. J'écoute par rafales, je ne suis jamais devant mon poste à 7 heures moins le quart. Un quart d'heure ou vingt minutes après vous, il y a *Le Monde selon...* un certain nombre d'intervenants. Est-ce que vous avez une quelconque relation avec eux, avec les sujets ?

TG : Non. C'est complètement autonome. Cela peut être complémentaire ou non complémentaire. Nous n'avons aucune concertation. Et je dois dire, pour terminer, que c'est quand même l'une des caractéristiques des programmes de France-Culture (et nous avons de très bons amis à la rédaction, au journal parlé) – là je parle avec autorité, car je suis un « ancien » –, il y a eu très peu d'interventions très discutables de l'autorité supérieure, à l'égard du petit producteur que je suis. Il faut le dire et le redire, on a une très grande liberté, de langage, du choix des invités, et ainsi de suite. Encore une fois, c'est la diversité des invités qui fait l'originalité de France Culture. Raison de plus pour ne pas inviter sans arrêt les mêmes.

Hubert LIENART : Savez-vous combien de téléchargements vous avez par mois ?

TG : Ces téléchargements sont très importants pour nous. C'est une preuve de confiance. De janvier 2011 à octobre 2014, le nombre en a triplé. En octobre 2014, il y en avait 330.000, ce qui est considérable. Nous sommes la troisième émission en téléchargement. (Applaudissements).



ASSEMBLEE GENERALE DE L'ASSOCIATION

21 mars 2015 - Compte rendu

Nous nous sommes réunis le samedi 21 mars à la Maison des Associations, 5 rue Perrée dans le 3^e arrondissement de Paris. Une quinzaine de personnes y assistaient.

Le président sortant, Henry Faÿ, commente le rapport moral en insistant notamment sur les trois déjeuners rencontres tenus depuis la dernière assemblée en mars 2014. Nous y avons reçu Marie-Hélène Fraïssé, Antoine Garapon et Thierry Garcin (compte rendu dans ce bulletin).

Différentes questions sont abordées dont les difficultés liées à l'informatique de l'association : courriel, site web, page FaceBook. Le prochain bureau fera tout son possible pour remettre en marche ces instruments de communication afin de redonner de la vigueur aux échanges entre adhérents. La proposition de nommer un webmestre est discutée puis abandonnée, étant entendu que Danièle Tisserand s'occupera de la Page FaceBook et que Mounira Oudina se penchera sur la « mise en vie » du site internet.

Danièle Tisserand, trésorière, commente ensuite le rapport financier et évoque une modeste augmentation de la cotisation pour tenir compte des frais d'envoi du bulletin sous forme papier à divers non adhérents (producteurs de France Culture et autres personnalités, pour mémoire). La question est renvoyée au prochain Conseil d'Administration.

Nous procédons au vote des deux rapports, moral et financier. Le rapport moral est adopté par 57 voix pour et 3 abstentions. Le rapport financier est adopté par 57 voix et 3 abstentions.

Nous procédons ensuite à l'élection du Conseil d'administration. 57 suffrages sont exprimés et il y a 3 abstentions. Les candidats obtiennent respectivement :

Henry Faÿ – 56 voix ; Claude Gilbert – 57 voix ; Latté Lawson – 54 voix ; Hubert Liénart – 57 voix ; Mounira Oudina – 57 voix ; Anne-Marie Petit – 56 voix ; Danièle Tisserand – 57 voix.

Nous échangeons ensuite librement autour des satisfactions et regrets éprouvés par les adhérents concernant la chaîne. Monsieur Renard, nouvel adhérent et ancien militant de la Défense de la Langue Française, exprime ses regrets sur la baisse de qualité de l'expression française correcte à l'antenne. Il se propose de rédiger un article à ce sujet pour un prochain Bulletin.

L'assemblée est close à 16 heures 15.

Le Conseil d'administration se réunit ensuite et reconduit le Bureau précédent. Président : Henry Faÿ ; secrétaire : Claude Gilbert ; trésorière : Danièle Tisserand.

C.G.

Appel à cotisations : il est encore temps pour 2015 !

Pour que notre association vive et que notre avis, en qualité d'auditeurs assidus et fidèles, soit entendu par les dirigeants de la chaîne, nous devons être suffisamment nombreux. Merci à tous celles et ceux qui ne le sont pas de se mettre à jour de leur cotisation. En cas de doute appelez notre Trésorière au 01 39 89 86 96. Et merci de continuer à engager à nous rejoindre vos amis, collègues et voisins qui partagent votre souci d'une belle radio.

- ⇒ sur notre site Internet :
- ⇒ ou par courrier électronique :
- ⇒ ou par téléphone :
- ⇒ ou par courrier postal :

Vous pouvez nous joindre (aafc) :

<http://www.auditeurs-de-france-culture.asso.fr/>

aafc.auditeur@laposte.net

01 39 89 86 96

aafc, Maison des Associations du 3^e, Bte 51, 5 Rue Perrée, 75003 Paris

Vous pouvez joindre France Culture :

- ⇒ par téléphone, au 01 56 40 22 22 (standard) ou par Internet à l'adresse www.franceculture.com
- ⇒ Pour avoir des informations sur les rencontres et émissions en public vous pouvez appeler le 01 56 40 32 30.
- ⇒ Vous pouvez également vous inscrire pour recevoir les programmes des émissions en public et des rencontres en écrivant à : France-Culture - Relations extérieures,

116 av. du Président Kennedy,
Paris Cedex 16.

- ⇒ Vous pouvez signaler vos problèmes d'écoute au service technique de France-Culture : 01 56 40 33 13. Nous vous encourageons à le faire également par courrier ou par courrier électronique (www.radiofrance.fr/services/contact/).
- ⇒ N'hésitez pas à **envoyer** vos impressions, vos suggestions et vos critiques en vous rendant sur le site de France Culture www.radiofrance.fr/chaines/france-culture/contact/ ou à contacter le médiateur de Radio France, Bertrand Vannier.